

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À LA MAIRIE DE MONTÉLIMAR, MARDI 9 JUIN 1981.

9 JUNE 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire `Maurice Pic`,

- C'est en cette qualité que je vous saluerai d'abord, bien que je vous sache doté des mandats que vous vaut la confiance populaire, président du conseil général de ce département, élu national déjà depuis longtemps.

- Ce n'est pas la première fois que je viens dans votre ville, ni dans ce département bien sûr. Ma vie militante mais aussi mes amitiés m'y ont déjà souvent conduit. Je connais vos chemins, je connais vos villages, et j'aime votre ciel, et l'accueil que m'a toujours réservé la population à Montélimar me permet aujourd'hui de trouver un goût singulier renouvelé à ce nouveau rendez-vous.

- Ce soir, je serai avec quelques-uns des vôtres, dans ma vie quotidienne ou ce qui était naguère ma vie quotidienne, je veux dire un repas amical comme on aime tant à le faire entre nous £ on discute, on débat, on parle, on rêve, on évoque les souvenirs, et comme nous sommes, pour la plupart d'entre nous, politiquement engagés pour la construction du pays, alors nous discutons ensemble de ce qui pourrait servir la France. Et je voudrais le faire dès maintenant, en cette fin d'après-midi, avec vous, mesdames et messieurs les élus, représentants à divers-titres de la population, et vous, femmes et hommes qui n'avez pas d'autre titre particulier, mais c'est plus beau que d'être des citoyennes et des citoyens de ce pays. Et je vous parle, moi, Président de la République, que vous avez élu, je vous parle tout simplement comme cela me vient à l'esprit, avec les notes qui sont ici et qui me permettront au-delà de vous, de m'adresser au pays tout entier.\

Moins de vingt jours après la mise en place du nouveau Gouvernement de la France, chacun peut constater que la politique de notre pays a pris un autre -cours.

- Nous avons tenu les promesses de la solidarité nationale. En répondant en priorité en métropole et Outre-mer aux besoins des salariés les moins favorisés, des personnes âgées, des handicapés, des familles, des bénéficiaires de l'allocation-logement, nous avons apporté dans la mesure compatible avec le maintien des équilibres fondamentaux, une première contribution à la réduction des graves inégalités dont souffre notre société. Il appartiendra au Gouvernement de préparer, en harmonie avec le plan, les étapes suivantes.

- Nous avons engagé la bataille pour l'emploi. Il n'est aucune des mesures arrêtées jusqu'à présent qui ne soit inspirée par l'engagement majeur que j'ai pris devant les Français : d'abord l'emploi. L'emploi par la relance de la consommation des ménages et le déblocage des commandes publiques £ l'emploi par les mesures particulières dont le Conseil des ministres sera saisi en direction des jeunes et des femmes, par les créations d'emplois d'utilité sociale, par la réduction du temps de travail £ l'emploi enfin par le -concours que nous entendons apporter à la sauvegarde et au développement de nos entreprises. Je pense ici à la masse de ces petites et moyennes entreprises `PME` auxquelles des modalités appropriées de crédit, des bonifications d'intérêt et un allègement des charges liées à l'utilisation de la main d'oeuvre, permettront d'ici peu de contribuer pleinement à la relance économique du pays et à la reconquête de notre marché intérieur.\

Nous avons ouvert le champ des libertés. C'est un champ que la France n'aurait jamais dû cesser de cultiver. Terre de droit et de justice, elle refuse désormais les juridictions d'exception et des lettres de cachet. Terre d'accueil, elle respecte ceux qui ont vécu chez elle ou travaillé pour elle et s'ouvre à ceux qui lui demandent asile. Terre de clémence, elle sait que l'ordre public peut être maintenu sans qu'il soit recouru à des châtements inutiles ou des traitements déshonorants, et cependant, nous avons, nous aurons et nous maintiendrons le respect de la loi.

- Déjà, dans cette journée, demain à Paris, au Conseil des ministres, toute une série de mesures prévues par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, engageront la structure administrative de notre pays vers une étape démocratique où la population aura elle-même le plus souvent à décider.

- On le sait maintenant, il y a aujourd'hui deux politiques pour la France. L'une est celle dont les Français viennent de sanctionner l'échec. Ils la jugeront, je le pense, les 14 et 21 juin `élections législatives` comme ils l'ont fait le 10 mai. L'autre est celle que j'ai proposée à la France et dont j'ai commencé la mise en oeuvre. Ainsi que je l'ai rappelé la semaine dernière, les engagements pris par moi-même au-cours de la campagne présidentielle constitueront dans tous les domaines la charte de l'action gouvernementale qui, de la sorte, continuera d'exprimer la volonté populaire telle qu'elle s'est prononcée à l'issue d'un long débat démocratique.

- Certes, rien n'est facile, vous le savez, dans le monde où nous sommes et rien n'est possible sans effort. Mais rien n'est possible non plus sans que chacun prenne sa part du redressement national, bref, rien n'est possible sans la justice. C'est ensemble ou jamais que nous lèverons les obstacles d'ordre interne et externe qui s'opposent à nous. Notre choix est celui de l'initiative, du mouvement, de l'action, de la vie. Notre choix est celui du rassemblement des Français.\

Sur-le-plan extérieur, notre principale difficulté d'ordre économique tient aujourd'hui à la crise monétaire mondiale. Parmi d'autres causes, j'insisterai sur celle-ci. Les taux d'intérêt - le loyer de l'argent - américains, ces taux d'intérêt sont de 21 %. En peu d'années, ils ont doublé, obligeant tous les autres pays à les suivre ou à perdre l'essentiel de leurs réserves en devises. Du 15 février au 21 mai 1981, la France a perdu 10 milliards de dollars - 5 milliards avant le 10 mai et 5 milliards après - sans que personne ne réagisse.

- Le 21 mai, dès mon installation, j'ai donné des instructions pour combattre la spéculation contre le franc `monnaie`. Depuis le 23 mai, c'est-à-dire depuis que les mesures prises par le Premier ministre, Pierre MAUROY, sont entrées en vigueur, la France n'a pas perdu une seule devise, elle n'a pas emprunté un seul dollar pour maintenir le franc à son niveau dans le système monétaire européen `SME`.

- Il n'en reste pas moins que la politique des Etats-Unis d'Amérique - taux d'intérêt trop élevés et poussée à la hausse excessive du dollar - contraint tous les pays développés et particulièrement ceux de l'Europe occidentale à prendre des mesures dont souffre tout le monde et d'abord nos entreprises et les acquéreurs de logements. Combien de gens, qui, pour vivre, n'ont besoin que de l'élan que pourrait leur donner notre Gouvernement, libéré de ces charges. Si cette politique se perpétue, elle risque d'aggraver le chômage, y compris aux Etats-Unis, et de rendre caducs, partout dans le monde, les efforts de relance, de progrès et d'aide au développement. Les Etats-Unis d'Amérique doivent comprendre qu'il n'est de vraie solidarité politique qu'appuyée sur une juste coopération économique. Comment pourraient-ils, en effet, demander à leurs alliés une solidarité politique et militaire alors que leur politique monétaire ferait supporter à chacun d'eux une charge démesurée ? Dans l'intérêt même de l'économie occidentale, tout entière, il est indispensable que cette situation cesse.\

Mais pour réussir à changer le -cours des choses, il faut d'abord que les nations d'Europe, toutes victimes de cette situation, prennent conscience de ce qui les unit. C'est pourquoi j'ai l'intention d'engager au plus tôt, avec l'ensemble des partenaires de l'Europe, les consultations nécessaires à l'élaboration d'une attitude concrète et résolue pour éloigner cette menace. Le sommet d'Ottawa, le 21 juillet prochain, pourrait être le lieu du règlement de ces problèmes.

- La France, en tous cas, ne sera pas économe de propositions, elle les énoncera avec le sentiment de coopérer au mieux au développement et à l'union des forces qui dans le monde doivent veiller à la fois à la paix entre les nations et aussi aux chances des individus et des cellules naturelles dans lesquelles s'épanouissent les hommes et les femmes sur la terre. Toute violation du droit, au moment où l'actualité immédiate nous rappelle l'importance pour la France de parler clair à l'ensemble du monde, toute violation du droit entraînera de notre part condamnation.

- Il en va ainsi parmi bien d'autres choses et quels que soient nos sentiments qui sont généralement ceux de l'amitié, de l'estime, en l'occurrence par exemple pour Israël, quels que soient ces sentiments qui demeurent en moi-même et qui commandent notre politique, il en va ainsi de l'intervention `militaire` décidée par ses gouvernants, en Irak `bombardement de la centrale nucléaire de Tamuz`, et qui a provoqué la mort de l'un de nos compatriotes.

- L'évolution de la situation en Pologne est également préoccupante et je tiens à dire ici que la position de la France à cet égard sera celle-ci : les Polonais doivent régler eux-mêmes leurs propres affaires. Et

Je le rappelle soiemnellement : le principe de non-intervention dans les affaires d'un pays reconnu par la Société des Nations `SDN`, par les Nations-unies `ONU`, est un principe fondamental. Tout manquement à cette règle serait générateur de conséquences graves, que tout gouvernement responsable doit prendre en-compte avant de décider.\

En ces temps de cris et de vacarme, la France doit parler d'une seule voix. Oh, que s'élèvent dans notre pays les voix les plus diverses. C'est le pluralisme, c'est la démocratie, et j'entends scrupuleusement les préserver. Mais face aux périls extérieurs, oui, cette voix, j'entends l'exprimer au nom, bien au-delà de ceux qui m'ont apporté leurs suffrages, au nom des Françaises et des Français tout simplement qui font la France. Et cette France, elle doit pouvoir faire entendre universellement, pour sa propre paix et pour celle du monde, son message de liberté et d'espérance, de force et de tranquillité, puisque l'occasion lui en sera donnée bientôt `élection législative`. Je souhaite que le pays m'en donne le moyen.
- Merci, mesdames et messieurs.\